

Market News

Etudes Economiques & Stratégie

jeudi 12 mars 2026

Entre guerre d'usure et choc pétrolier : les investisseurs face à l'incertitude géopolitique.

Matières Premières				Clôture américaine				Indices Futures			
	Price	Change	% Chg		Price	Change	% Chg		Price	Change	% Chg
Crude Oil	93.82	6.57	7.53%	S&P 500	6,775.80	-5.68	-0.08%	S&P F	6,718.50	-51	-0.90%
Gold	5,149.60	-29.50	-0.57%	Dow Jones	47,417.27	-289.24	-0.61%	NASDAQ F	24,753.75	-229.75	-0.92%
Silver	84.93	-0.61	-0.71%	Nasdaq	22,716.13	19.03	0.08%	DJIA F	46,945	-503	-1.06%
Changes				VIX	24.23	-0.70	-2.81%				
DXY Index	99.47	0.240	0.24%	Secteurs à Wall Street				Asie			
Euro	1.1543	-0.003	-0.22%	Energy	2.48%			Nikkei	54,274.24	-751.13	-1.37%
Yen	159.04	0.080	0.05%	Information Technology	0.35%			Hang Seng	25,552.71	-346.05	-1.34%
Pound	1.3374	-0.004	-0.28%	Communication Services	0.01%			Shanghai	4,106.26	-27.17	-0.66%
Marché obligataire				Health Care	-0.20%			Singapore	4,837.37	-26.44	-0.54%
U.S. 10yr	4.241	1.0		Consumer Discretionary	-0.27%			Asia Dow	5,476.99	-79	-1.42%
Germany 10yr	2.84	10.0		Materials	-0.27%			Europe			
Italy 10yr	3.663	13.0		Utilities	-0.33%			Stoxx 600	802.54	-3.58	-0.59%
Japan 10yr	2.184	1.8		Financials	-0.83%			CAC 40	8,041.81	-15.55	-0.19%
Crypto				Real Estate	-1.12%			DAX	23,640.03	-328.6	-1.37%
Bitcoin USD	60,264	-1,405	-1.99%	Consumer Staples	-1.29%			FTSE MIB	44,772.96	-428.73	-0.95%
Ethereum USD	2,021.90	-46.7	-2.26%					IBEX 35	17,351.90	-93.1	-0.53%
								FTSE 100	10,353.77	-58.47	-0.56%

Achevé de rédiger à 6h40

Trump crie victoire, Téhéran prépare une guerre longue : le monde entre dans une zone de flou

- La confrontation entre Israël, les Etats-Unis et l'Iran provoque une forte escalade des tensions au Moyen-Orient, où l'incertitude domine malgré des tentatives diplomatiques encore inefficaces. La menace de mines dans le détroit d'Ormuz et l'instabilité régionale, notamment au Liban, font craindre de graves répercussions sur la stabilité mondiale. Téhéran affirme officiellement sa préparation à une « guerre d'usure » de longue durée, comptant sur sa profondeur stratégique et ses relais régionaux pour épuiser la détermination adverse. A l'opposé, Donald Trump adopte une posture triomphaliste, jugeant le régime iranien « proche de la défaite » et affirmant à ses partisans avoir déjà « gagné la guerre ». Cette divergence de perception crée une zone de flou dangereux pour les marchés. Si la rhétorique de Trump vise à rassurer l'électorat américain sur la brièveté du choc économique, la réalité d'une guerre d'usure impliquerait une prime de risque durable sur le baril de pétrole et une volatilité persistante. Selon des analyses des services de renseignement américains, le régime iranien ne semble pas proche de s'effondrer malgré les sanctions et les frappes militaires. Cette évaluation suggère que la crise avec l'Iran pourrait s'inscrire dans une instabilité prolongée plutôt que dans un changement rapide de régime.
- Israël affirme que ses opérations militaires contre l'Iran n'ont pas de limite de temps et visent à démanteler durablement ses capacités de nuisance. Cette stratégie prolongée accroît le risque d'un blocage du détroit d'Ormuz et d'un choc énergétique mondial.
- Face à la hausse des prix du pétrole provoquée par les tensions avec l'Iran, les pays du G7 envisagent de libérer des stocks stratégiques pour stabiliser les marchés. Cette mesure, coordonnée avec l'AIE, vise à sécuriser l'approvisionnement énergétique et à limiter les effets inflationnistes sur les économies occidentales.



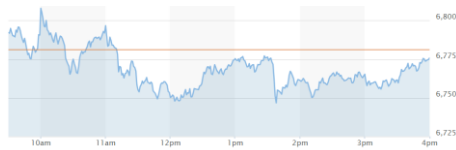
La situation géopolitique au Proche et Moyen-Orient connaît une accélération dramatique, marquée par une confrontation directe entre Israël, les Etats-Unis et l'Iran. Sur le terrain, l'incertitude domine tandis que les fronts se multiplient. Les efforts diplomatiques, bien que réels, semblent pour l'heure impuissants face à la détermination des belligérants. Le détroit d'Ormuz est sous surveillance constante et menacé d'être miné par l'Iran ce qui pourrait compromettre son utilisation pour pendant plusieurs semaines. Parallèlement, le Liban reste plongé dans une paralysie politique et économique, victime collatérale des tensions régionales. La communauté internationale observe avec inquiétude cette dégradation continue, alors que les puissances régionales et mondiales ajustent leurs positions dans un conflit dont les contours et l'issue demeurent flous, mais dont l'impact sur la stabilité mondiale est déjà majeur.

Israël, par la voix de ses dirigeants, a clairement indiqué qu'il n'y avait « pas de limite de temps » pour les opérations militaires en cours, affirmant que l'objectif est le démantèlement des capacités de nuisance iraniennes. Cette posture de guerre totale accroît les risques de blocage durable du détroit d'Ormuz, ce qui provoquerait un choc énergétique mondial sans précédent. En affirmant que le pouvoir iranien n'a pas encore été totalement neutralisé malgré l'ampleur des frappes, Israël maintient une pression maximale. Cette stratégie de « longue haleine » contraint les acteurs internationaux, notamment le G7 et l'AIE, à anticiper des ruptures d'approvisionnement.

Dans un contexte de volatilité extrême exacerbée par la confrontation armée avec l'Iran, les 32 pays membres de l'Agence internationale de l'énergie (AIE), sous l'impulsion du G7, ont orchestré une riposte coordonnée sans précédent en approuvant à l'unanimité la libération d'urgence de 400 millions de barils de pétrole, soit l'intervention la plus massive en 52 ans d'histoire. Cette mesure radicale est présentée comme un levier technique indispensable pour apaiser des marchés nerveux et garantir l'approvisionnement des puissances occidentales. Elle vise à compenser la fermeture effective du détroit d'Ormuz qui a brutalement amputé l'offre mondiale de 20 millions de barils par jour. Bien que les déclarations optimistes de Donald Trump aient provoqué une accalmie temporaire, le volume débloqué ne couvre que l'équivalent de 20 jours de consommation de secours, révélant que si l'AIE parie stratégiquement sur un conflit de courte durée, le système énergétique mondial demeure dans une situation de fragilité critique face à une inflation énergétique qui menace déjà de déstabiliser durablement les économies européennes et asiatiques.

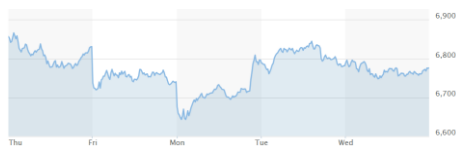
Contrairement à la rhétorique politique, les services de renseignement américains (CIA/DIA) indiquent, selon des sources internes, que le régime iranien ne court pas de risque imminent d'effondrement. Malgré les frappes militaires et les sanctions, l'appareil sécuritaire reste soudé et le contrôle social effectif. Cette analyse suggère que la stratégie de « regime change » rapide espérée par certains faucons à Washington est déconnectée de la réalité du terrain. Pour un conseiller économique, cela implique de parier sur une instabilité structurelle de longue durée plutôt que sur une résolution brutale de la crise.

Indice S&P 500



(Source : Marketwatch)

S&P 500 - Sur 5 séances



(Source : Marketwatch)

VIX - Sur 5 séances



(Source : Marketwatch)

Etats-Unis

La séance d'hier à Wall Street s'est déroulée dans un climat de grande prudence, dominé par les tensions géopolitiques au Moyen-Orient et leurs conséquences sur les marchés de l'énergie. Les investisseurs privilégient une attitude attendiste face à l'escalade militaire impliquant les Etats-Unis, Israël et l'Iran, ainsi que face aux risques de perturbation durable du commerce pétrolier mondial. Le S&P 500 a ouvert en légère hausse, à 6 790, mais rapidement, il passe dans le rouge et fluctue entre 6 750 et 6 775 (- 0,1% à - 0,5%), pour clôturer à 6 776 (- 6 points), en baisse de 0,1%. Le Dow Jones recule de 0,6% à 47 417 (- 289 points) et le Nasdaq reste symboliquement dans le vert : + 0,1% à 22 716 (+ 19 points). Le VIX s'installe à des niveaux élevés, à 24,2 (- 2,8%).

L'évolution de la séance a été largement dictée par la flambée des prix du pétrole provoquée par les attaques visant plusieurs navires dans le détroit d'Ormuz et par la fermeture partielle de cette voie stratégique. Cette situation a ravivé les craintes d'un choc énergétique susceptible de relancer l'inflation mondiale et de peser sur la croissance économique. Malgré l'annonce par les 32 pays membres de l'Agence internationale de l'énergie d'une libération coordonnée de 400 millions de barils de pétrole issus de leurs réserves stratégiques, la plus importante opération de ce type jamais réalisée, les marchés sont restés tendus, les investisseurs estimant que cette mesure ne suffira peut-être pas à compenser les pertes d'approvisionnement si la crise se prolonge. De fait, **la fermeture effective du détroit d'Ormuz a retiré environ 20 millions de barils par jour (mb/j) du marché mondial. Cela signifie que l'AIE fournit l'équivalent de 20 jours d'approvisionnement de secours, ce qui suggère que le groupe anticipe un conflit court ou n'ont pas les moyens de gérer un conflit long !**

Les cours du pétrole ont ainsi poursuivi leur hausse, le WTI gagnant plus de 4,5% sur la séance, ce qui a soutenu le compartiment énergétique et entraîné une progression des grandes majors pétrolières et des sociétés de raffinage. La hausse des prix du brut a également alimenté les craintes d'un retour de pressions inflationnistes et d'un report des baisses de taux de la banque centrale, ce qui a contribué à la remontée des taux longs. Cette remontée des taux a pesé sur certaines valeurs sensibles au coût du financement et sur les segments liés au crédit, d'autant que **des inquiétudes ont émergé concernant le secteur du crédit privé après que JP Morgan Chase (- 0,4%) a annoncé restreindre ses prêts à certains fonds spécialisés en raison de dépréciations sur plusieurs portefeuilles de prêts.** La stabilité du marché du crédit privé pourrait être affectée si le choc pétrolier persiste et affaiblit l'économie américaine : 1) la hausse des prix de l'essence va annihiler l'impact positif du versement des *tax refunds* : selon des estimation un baril à 100 \$ le baril effacerait l'augmentation des remboursements fiscaux liée à la loi budgétaire (*One Big Beautiful Bill Act – OBBBA*) adoptée l'an dernier. Les entreprises américaines pourraient donc difficilement remonter leur prix de vente et observeraient une pression sur leur marge. 2) Le marché du crédit privé représente environ 2 000 Mds \$ d'actifs sous gestion, et les fonds sont achetés par des épargnants individuels. Les défauts restent faibles mais augmentent et attirent l'attention des médias. Par conséquent, les retraits des investisseurs particuliers progressent également, ce qui accroît le risque d'un resserrement du crédit et limite les possibilités de restructuration de crédit en cas de difficulté pour les entreprises américaines. Les tensions s'intensifient avec les avertissements de personnalités comme Jamie Dimon dans les médias. Dimon avait évoqué les défauts soudains de plusieurs entreprises financées par le crédit privé (comme *Tricolor* et *First Brands*) : « Quand ce genre de choses arrive, mon radar s'allume. Je ne devrais peut-être pas le dire, mais quand vous voyez un cafard, il y en a probablement d'autres ». Ainsi, la décision, hier, de JP Morgan est cohérente avec le discours de M. Dimon : **la banque a commencé à réviser à la baisse la valeur de**

portefeuilles de prêts détenus par certains acteurs du crédit privé, en particulier ceux exposés aux entreprises de logiciels susceptibles d'être menacées par l'intelligence artificielle. Pour préserver leur capital, des sociétés comme Blue Owl (- 4,7%) et BlackRock (- 1,7%) ont restreint les retraits sur certains fonds de crédit privé.

Sur le plan macroéconomique, **l'indice des prix à la consommation (CPI), pour le mois de février, est ressorti globalement conforme aux attentes.** L'inflation s'est établie à 2,4% sur un an tandis que l'inflation sous-jacente a atteint 2,5%, des niveaux proches de leurs plus bas sur cinq ans mais toujours supérieurs à l'objectif de la banque centrale. Toutefois, les investisseurs ont relativement peu réagi à ces données, estimant qu'elles ne reflètent pas encore les effets potentiels de la récente flambée des prix de l'énergie liée au conflit au Moyen-Orient. Si les prix du pétrole restent durablement élevés, cela pourrait entraîner une nouvelle accélération de l'inflation dans les mois à venir et réduire la probabilité d'un assouplissement monétaire rapide par la banque centrale.

Sur le front des entreprises, la séance a été animée par plusieurs publications et annonces d'entreprises. Le secteur technologique a bénéficié du net rebond d'**Oracle** (+ 9,2%), après la publication de résultats trimestriels supérieurs aux attentes et des perspectives solides, soutenues par une forte demande pour les infrastructures liées à l'intelligence artificielle. Cette annonce a brièvement soutenu l'ensemble du secteur des logiciels et de l'informatique, même si l'effet positif s'est atténué au fil de la séance. Dans le secteur des semi-conducteurs, plusieurs valeurs ont progressé dans le sillage de ces perspectives positives pour l'IA, contribuant à soutenir le Nasdaq en fin de séance. En revanche, certaines valeurs de consommation ont pesé sur les indices, notamment après la publication de perspectives décevantes par plusieurs groupes. **Campbell's** (- 7,1%) a lourdement chuté après avoir abaissé ses prévisions annuelles à la suite de résultats inférieurs aux attentes.

Les valeurs liées à l'énergie ont été parmi les grandes gagnantes de la séance grâce à la hausse du pétrole, avec notamment **Valero Energy** (+ 6,5%), **Marathon Petroleum** (+ 5,4%), **Occidental Petroleum** (+ 4,6%), **Chevron** (+ 3,0%) et **Exxon Mobil** (+ 2,3%). Enfin, certaines opérations de marché ont également animé la séance, notamment l'annonce du rachat d'**UniFirst** (+ 6,6%) par **Cintas** (+ 1,1%) pour 5,5 Mds \$. Par ailleurs, **les fortes hausses des ETF du secteur aérospatial et de la défense se sont interrompues depuis le début de la guerre, ce qui suggère que le marché anticipe un conflit court.**

Pour résumer, la séance a ainsi été marquée par une forte sensibilité des marchés aux développements géopolitiques et à l'évolution des prix de l'énergie, les investisseurs restent focalisés sur l'évolution du conflit au Moyen-Orient et sur ses conséquences potentielles pour l'inflation, la politique monétaire et la croissance mondiale.

Détail de la séance sur les valeurs : cf. Les US en Actions.

Nikkei 225 - Sur 5 séances



(Source : Marketwatch)

Asie

Le **Nikkei 225** est en baisse de 1,9%, rompant un rebond en deux jours alors que les prix du pétrole poursuivent, ce matin en Asie, leur hausse, ravivant les inquiétudes concernant l'inflation. Le pétrole a explosé pour un deuxième jour alors que la guerre contre l'Iran ne montrait aucun signe d'apaisement, même après les annonces l'AIE de libéralisation de 400 millions de barils de brut. Cela inclut 172 millions de barils des Etats-Unis, tandis que le Japon libérera 80 millions de barils de pétrole à partir de ses réserves. Le Japon reste très vulnérable aux chocs de l'approvisionnement pétrolier en raison de sa forte dépendance aux importations du Moyen-Orient. Des pertes significatives ont été observées parmi les poids lourds de l'indice, notamment Advantest (- 2,2%),

SoftBank Group (- 3,9%), JX Advanced Metals (- 3,8%), Mitsubishi UFJ (- 2,0%) et Tokyo Electron (- 2,1%).

En Chine, la **Shanghai Composite** est en baisse de 0,5% tandis que le **Hang Seng** recule de 1,2%. La Chine reste relativement bien positionnée pour absorber ce choc d'offre sur le pétrole, après des années à prioriser la sécurité énergétique via l'accumulation de réserves stratégiques et la diversification des sources d'énergie. Mais, les investisseurs restent sceptiques quant à la capacité de la libération record de réserves pétrolières à compenser le choc d'offre provoqué par le conflit au Moyen-Orient. Dans le même temps, **les marchés continentaux sont restés prudents après que les Etats-Unis auraient lancé une nouvelle enquête commerciale visant plusieurs partenaires majeurs, dont la Chine**, à la suite de la décision de la Cour suprême américaine le mois dernier d'invalider un élément clé des droits de douane de l'ère Trump.

En Corée du Sud, l'indice **KOSPI** est en baisse de 0,7%, effaçant une partie des gains des séances précédentes alors que les investisseurs deviennent plus prudents face à la volatilité renouvelée des marchés énergétiques mondiaux. Les signaux en provenance de Wall Street ont offert peu de soutien. La Corée du Sud prévoit de contribuer à hauteur de 22,46 millions de barils provenant de ses réserves stratégiques, dans le cadre de l'opération de 400 millions de barils pilotée par l'AIE, afin de soulager les tensions sur l'offre mondiale. Sur le marché des changes, le won sud-coréen s'est fortement déprécié face au dollar, reflétant un climat général d'aversion au risque. Les investisseurs se sont tournés vers le billet vert en tant que valeur refuge, tout en surveillant les conséquences économiques potentielles de la volatilité des prix du pétrole. Le directeur général de Samsung Display a lancé un avertissement clair sur la dérive des coûts opérationnels liée à l'instabilité au Moyen-Orient. Le conflit pèse non seulement sur les prix de l'énergie, mais désorganise surtout les flux logistiques maritimes critiques pour l'industrie des semi-conducteurs et des écrans. L'allongement des délais de livraison et l'explosion des tarifs de fret et d'assurance forcent le géant coréen à réévaluer ses prévisions de marges. Cette situation illustre la vulnérabilité des chaînes de valeur « *just-in-time* » asiatiques face à un blocage prolongé des routes commerciales occidentales. Parmi les principales baisses figurent Samsung Electronics (- 1,2%), SK Hynix (- 1,9%), Hyundai Motor (- 1,7%), KB Financial (- 1,1%) et Celltrion (- 1,9%).

Le **S&P/ASX 200** recule de 1,5%, mettant fin à sa série de deux sessions gagnantes, alors que la hausse des prix du pétrole alimentait les inquiétudes sur l'inflation et renforçait les attentes d'une hausse des taux de la banque centrale du pays la semaine prochaine. Les banquiers centraux australiens ont averti que des coûts énergétiques plus élevés pourraient faire dépasser l'inflation au-delà de sa fourchette cible. Les marchés prévoient désormais environ 75% de chances d'une hausse des taux la semaine prochaine, contre moins de 30% plus tôt cette semaine, avec environ 60 pb de resserrement prévus pour le reste de l'année. Les banques, les mineurs, les actions aurifères et technologiques reculent, avec des poids lourds comme Commonwealth Bank, BHP, Newmont et Wisetech en baisse de 1% à 4%. Parallèlement, les entreprises énergétiques ont surperformé, menées par Santos, en hausse de 1,5%.

Change €/€



(Source : Marketwatch)

Taux 10 ans (US)

Changes et Taux

La séance sur le marché des changes a été dominée par un net mouvement de recherche de « devises refuges » dans un contexte géopolitique toujours tendu au Moyen-Orient et de forte volatilité obligataire. Aux Etats-Unis, le dollar s'est apprécié alors que les taux longs américains continuaient de progresser. Le *Dollar Index* est ainsi remonté de 98,8 à 99,5, proche de ses plus hauts niveaux récents, dans un environnement marqué par la montée de l'aversion au risque. Les opérateurs restent particulièrement attentifs à l'évolution du conflit impliquant



(Source : Marketwatch)

Taux 10 ans (Allemagne)



(Source : Marketwatch)

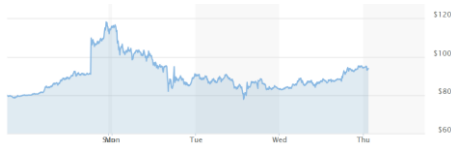
l'Iran et à ses répercussions sur les marchés de l'énergie. La publication de l'indice des prix à la consommation pour le mois de février est restée conforme aux attentes et sans impact sur les changes. Cette statistique a été jugée déjà dépassée car elle ne tient pas compte de l'escalade récente des tensions au Moyen-Orient. Dans ce contexte, les anticipations de politique monétaire restent prudentes : la banque centrale américaine devrait maintenir ses taux directeurs inchangés à court terme et les marchés n'anticipent qu'une seule baisse de taux de 25 pb d'ici la fin de l'année, possiblement en septembre. Le dollar s'est ainsi renforcé face à l'euro et au yen, tandis que le franc suisse progressait quasiment au même rythme que le billet vert malgré l'absence de rendement, confirmant le mouvement de recherche de sécurité. En Europe, l'euro a reculé sous le seuil de 1,16 \$, pour revenir autour de 1,1540 \$, en baisse de 0,4% et son plus bas niveau depuis la fin novembre. Le yen a également cédé près de 0,6% face au dollar. Les marchés européens restent eux aussi focalisés sur l'impact potentiel de la flambée énergétique sur l'inflation. Sur le plan monétaire, les anticipations évoluent progressivement vers une position un peu plus restrictive de la BCE, les marchés monétaires envisageant désormais au moins une hausse de taux de 25 pb cette année, certains investisseurs évoquant même la possibilité de deux hausses. La présidente Christine Lagarde a d'ailleurs réaffirmé la détermination de la BCE à maintenir l'inflation sous contrôle malgré la hausse récente des prix de l'énergie. Sur les autres marchés des changes, la séance a également été marquée par la bonne tenue du yuan chinois qui s'est apprécié d'environ 0,5% face à l'euro et de 0,2% face au dollar, tandis que la livre sterling s'est montrée relativement stable autour de 1,3370 \$.

La séance obligataire a été marquée par une nette remontée des taux longs dans un contexte de tensions géopolitiques persistantes au Moyen-Orient et de regain des craintes inflationnistes liées à l'énergie. Les taux à 10 ans américains ont touché les 4,25% contre 4,15% au début de la journée d'hier. Ce matin, en Asie, ils se détendent à 4,24%. Les taux à 2 ans progressent de 1,6 pb, à 3,68%, reflétant le réajustement des anticipations de politique monétaire. Les opérateurs surveillent en effet l'impact potentiel du renchérissement du pétrole sur l'inflation et la croissance, ce qui les conduit à repousser les anticipations de baisse de taux de la banque centrale vers septembre. L'adjudication de bons du Trésor à 10 ans a d'ailleurs confirmé la tension du marché avec un rendement maximum de 4,217% et une demande relativement modérée, avec un ratio de couverture à 2,45. En Europe, la hausse des taux a été encore plus marquée sous l'effet des anticipations d'un durcissement de la politique monétaire de la BCE. Les Bunds allemand à 10 ans sont remontés à 2,94% (+ 9,9 pb), un plus haut depuis fin janvier, tandis que les OAT françaises ont dépassé 3,5%, à 3,568% (+ 11,5 pb) et que les BTP italiens ont grimpé au-delà de 3,6%, à 3,662% (+ 12,9 pb) ou les Bonos à 3,41 (+ 17,6 pb). Au Royaume-Uni, le mouvement de tension a également été marqué avec des Gilts à 10 ans à 4,626% (+ 12,8 pb), proche de ses plus hauts depuis plusieurs mois. Les investisseurs ont fortement réduit leurs anticipations de baisses de taux de la Banque d'Angleterre cette année.

La séance sur le marché des métaux précieux a été marquée par un repli des cours de l'or et de l'argent, dans un contexte de remontée des taux longs et de renforcement du dollar, alors que les investisseurs réévaluent les perspectives de politique monétaire face aux risques inflationnistes liés à l'énergie. L'or est repassé sous le seuil de 5 200 \$ l'once, tombant, ce matin, à 5 158 \$, après avoir atteint plusieurs records historiques (proche des 5 250 \$). L'argent a ainsi suivi la même tendance que l'or, reculant de 88,5 \$ à 84,9 \$. Néanmoins, la tendance de fond reste largement positive pour les métaux précieux depuis le début de l'année. L'or affiche encore une progression supérieure à 20% depuis janvier après une succession de records historiques, tandis que l'argent conserve un gain d'environ 18% sur la même période. Cette performance reflète l'équilibre fragile entre deux forces opposées : d'un côté, la hausse des taux et du dollar

qui pèse sur les métaux précieux, et de l'autre, les risques géopolitiques et inflationnistes qui continuent de soutenir l'intérêt des investisseurs pour ces « actifs refuges ».

Pétrole (WTI)



(Source : Marketwatch)

Pétrole

La séance sur le marché pétrolier a été dominée par la poursuite des tensions géopolitiques dans le golfe Persique et par les inquiétudes liées à la sécurité du détroit d'Ormuz. Les contrats à terme sur le pétrole ont fortement progressé. Les investisseurs ont réagi à des informations faisant état d'attaques contre plusieurs navires commerciaux à proximité du détroit et aux efforts de l'Iran pour entraver le trafic maritime dans la zone par des mines. Le minage de la zone pourrait bloquer le trafic maritime pendant plusieurs mois. Dans ce contexte de forte incertitude, le baril de **West Texas Intermediate a terminé la séance en hausse de 4,6% à 87,25 \$, après avoir brièvement approché les 89 \$ au cours de la journée. Ce matin, il progresse encore de 8% à 94,2 \$.** Le Brent de la mer du Nord a progressé de 4,8% à 91,98 \$ et, ce matin, dépasse le seuil symbolique des 100 \$, à 100,2 \$ (+ 9,0%). Cette hausse est intervenue malgré l'annonce par l'Agence internationale de l'énergie d'une libération exceptionnelle de 400 millions de barils issus des réserves stratégiques des pays membres, la plus importante opération de ce type jamais décidée par l'organisation. Cette mesure vise à atténuer les perturbations d'approvisionnement liées au conflit, mais **les investisseurs restent sceptiques quant à son efficacité immédiate en raison du manque de détails concernant le calendrier, le rythme de mise sur le marché ou la contribution exacte de chaque pays.** Les opérateurs considèrent en effet **que la véritable clé pour stabiliser l'offre mondiale demeure la réouverture du détroit d'Ormuz et la reprise du trafic pétrolier dans la région.** Les déclarations politiques contradictoires ont également entretenu la volatilité. Le président américain Donald Trump a estimé que le conflit pourrait se terminer « bientôt », tandis que d'autres responsables américains évoquaient au contraire une intensification des frappes militaires. Dans ce contexte, les perspectives d'un cessez-le-feu restent incertaines, d'autant que l'Iran aurait indiqué qu'il n'accepterait une trêve que si Washington garantissait l'absence de nouvelles frappes américaines ou israéliennes, une condition jugée peu probable. Sur le plan fondamental, les données hebdomadaires sur les stocks américains ont apporté des signaux contrastés. Les réserves de brut ont progressé de 3,824 millions de barils pour atteindre 443,1 millions, marquant une troisième hausse consécutive et dépassant largement les attentes des analystes, qui anticipaient une augmentation d'environ 1,1 million de barils. Au centre de stockage de Cushing, dans l'Oklahoma, les stocks ont légèrement augmenté de 117 000 barils. En revanche, **les produits raffinés ont enregistré des reculs significatifs** : les stocks d'essence ont diminué de 3,7 millions de barils et ceux de distillats, incluant le diesel et le fioul domestique, ont reculé de 1,3 million de barils, soit des baisses plus marquées que prévu. L'activité des raffineries a par ailleurs repris avec une augmentation de 328 000 barils par jour du volume de brut traité et un taux d'utilisation des capacités remonté à 90,8%. En Europe et dans les autres régions, l'attention des marchés s'est concentrée sur la coordination internationale visant à limiter les tensions sur l'offre pétrolière. **Plusieurs pays, dont le Japon et l'Allemagne, ont évoqué la possibilité de puiser dans leurs propres réserves stratégiques avant même l'annonce officielle de l'AIE.** Toutefois, tant que le détroit d'Ormuz restera fortement perturbé, les producteurs du Golfe pourraient ajuster leur production afin d'éviter une accumulation excessive de stocks, ce qui maintient une pression haussière sur les prix. Par ailleurs, l'OPEP a maintenu inchangées ses prévisions de croissance de la demande mondiale de pétrole pour 2026 et 2027 dans son

rapport mensuel, soulignant que les fondamentaux de la demande restent solides malgré les incertitudes géopolitiques. Dans l'ensemble, la séance a donc été marquée par une forte sensibilité du marché aux développements géopolitiques, la décision historique de libération des réserves stratégiques n'ayant pas suffi à rassurer les investisseurs face aux risques persistants pesant sur l'approvisionnement mondial.

Ce document est un extrait du Morning Economique d'Aurel BGC/Altair Economics et peut être considéré comme un avantage non-monnaire mineur. Il ne contient aucune recommandation d'analyste mais a pour but de résumer des informations publiques. Il est également disponible gratuitement et sans limitation sur le site internet d'Aurel BGC.

Disclaimer

Ce document d'information s'adresse exclusivement à une clientèle de professionnels et d'investisseurs qualifiés. Bien que les informations exposées dans ce document proviennent de sources considérées comme dignes de foi, Aurel-BGC et ses filiales n'en garantissent ni l'exactitude, ni l'exhaustivité, ni la fiabilité. Les opinions et appréciations peuvent être modifiées ou abandonnées sans avis préalable. Aurel-BGC n'est pas dans l'obligation de mettre à jour les informations contenues dans ce document.

Les calculs et évaluations présentés ont pour but de servir de base à nos discussions. Vous vous engagez à effectuer de façon indépendante votre propre évaluation de l'opportunité et de l'adaptation à vos besoins des opérations proposées, notamment en ce qui concerne les aspects juridiques, fiscaux et comptables. En outre, ce document ne peut être considéré comme une offre ou une sollicitation de souscription, d'achat, de vente ou de prêt de valeurs mobilières ou autres instruments financiers et n'a pas vocation à servir de base à un quelconque contrat. La responsabilité d'Aurel-BGC ne saurait être engagée, en cas d'erreur ou d'omission de la part de la Recherche crédit d'Aurel-BGC, ou en cas d'investissement inopportun de votre part. Aurel-BGC peut entretenir ou avoir entretenu des rapports avec les entreprises concernées par le présent document ou leur avoir fourni des services d'investissement. Occasionnellement, Aurel-BGC, ainsi que ses collaborateurs (autres que les auteurs de ce document) peuvent détenir des positions sur les instruments mentionnés dans le présent document. Aurel-BGC et ses filiales ou les personnes qui y sont associées peuvent avoir une position acheteuse ou vendeuse sur des valeurs mobilières ou autres instruments financiers auxquels il est fait référence ici. Aurel-BGC n'est pas dans l'obligation de mettre à jour les informations contenues dans ce document.

Aurel-BGC dispose et gère des procédures de « barrières à l'information » pour prévenir et éviter les conflits d'intérêts eu égard aux recommandations d'investissement. Ces procédures peuvent être détaillées sur demande auprès du Responsable de la conformité des services d'investissement.

Ce document étant la propriété d'Aurel-BGC et/ou d'une de ses filiales, toute reproduction même partielle ou divulgation à des tiers est interdite sans l'autorisation préalable d'Aurel-BGC. Le présent document n'est pas destiné à une clientèle privée.

Ce document ne peut pas être diffusé en dehors de l'Union Européenne. Ce document ne peut être distribué dans cette forme à quiconque aux Etats-Unis. BGC Financial L.P., société de droit américain du groupe BGC Partners assure la distribution de la recherche d'Aurel BGC auprès des « major US institutional investors ».

Aurel BGC, filiale du groupe BGC Partners, est une entreprise d'investissement réglementée par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution, ainsi que par l'Autorité des Marchés Financiers. Un avertissement complet sur les activités de recherche d'Aurel BGC se trouve sur www.aurel-bgc.com

Copyright © Aurel-BGC, 2026, Tous droits réservés.